

LA LETTRE TECHNIQUE

L'essentiel des informations techniques de France Chimie

n° 316 - décembre 2022



**FRANCE
CHIMIE**



Responsible Care[®]
OUR COMMITMENT TO SUSTAINABILITY

Sècheresse : la réponse des industriels de la Chimie

Nombreux industriels de la chimie sont chaque été confrontés à la sécheresse des cours d'eau et des nappes phréatiques, nécessitant souvent des mesures d'économie d'eau issues, soit de la gestion de crise prévue par l'exploitant, soit de prescriptions temporaires émanant des autorités locales, avec lesquelles les discussions s'intensifient depuis de nombreux mois dans plusieurs régions.

Cette année, la sécheresse a touché la quasi-totalité des départements français ainsi que beaucoup de pays européens. En France à la mi-novembre, la moitié des départements étaient encore en vigilance sécheresse. Il apparaît donc nécessaire de mettre en avant le travail mené par le secteur de la chimie en faveur de la préservation de la ressource en eau et d'orienter les entreprises les moins avancées dans le domaine, pour anticiper leur réponse à ces crises sécheresse sans doute de plus en plus fréquentes et pour les aider à améliorer l'efficacité hydrique de leurs sites.

Les mesures sont prises par les industriels sous la pression réglementaire ou grâce aux engagements volontaires des entreprises en matière de protection de l'environnement. Par ailleurs, il ap-

paraît nécessaire que les industriels prennent en compte le véritable coût de l'eau afin de mettre en regard les investissements indispensables à la continuité de l'activité en situation dégradée et, plus généralement, de prendre toute la mesure de la gestion de l'eau sur un site industriel.

Plusieurs fédérations de la chimie en Europe se sont ainsi emparées de ce sujet à enjeu, à travers différentes initiatives. Pour France Chimie, on peut noter :

- > Un atelier organisé avec le Cefic, le 29 novembre à Bruxelles « Water scarcity: The chemical sector's role and the tools to tackle it »,
- > Le programme d'accompagnement des adhérents de France Chimie, pour l'efficacité hydrique et la RSE liée à l'eau, qui est au stade de démarrage.

Ces actions doivent s'accompagner d'une communication auprès des autorités, tant locales que nationales voire européennes, permettant d'afficher l'engagement de la profession dans la préservation de la ressource en eau et la lutte contre les sécheresses.



CÉLINE CAROLY

ccaroly@francechimie.fr

MARIE ZIMMER

mzimmer@francechimie.fr



TABLE DES MATIÈRES

> LA PAROLE À ...	2
> ENVIRONNEMENT	4
> SANTÉ ENVIRONNEMENT	5
> SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	5
> ÉNERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	6
> MANAGEMENT DES PRODUITS	7
> RESPONSIBLE CARE & RSE	8
> DÉCRYPTAGE	9
> AGENDA 2023	11

Téléchargez
la version pdf
de la Lettre
Technique





Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2021

Le ministère vient de publier son *bilan* de la qualité de l'air extérieur en France en 2021, qui fait état d'une baisse globale des concentrations (sauf de l'ozone), mais encore de quelques dépassements locaux des seuils réglementaires pour certains polluants.

Révision de la DCE : listes de substances et de polluants – Consultation publique

La Commission européenne a publié sa proposition de directive révisant la Directive Cadre sur l'Eau et ses directives filles (eaux souterraines et Normes de Qualité Environnementale), en ce qui concerne les listes de substances prioritaires et de polluants des eaux souterraines.

Cette proposition est actuellement soumise à consultation publique sur [le site](#) de la Commission européenne.

Révision de la directive qualité de l'air

La Commission européenne a publié sa proposition de directive révisant les directives 2008/50 (qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe) et 2004/107 (As, Cd, Hg, Ni et HAP dans l'air ambiant). Une consultation publique est en cours.

[Pour en savoir plus](#)



SANTÉ ENVIRONNEMENT

tleopold@francechimie.fr

France Chimie participe au « Hub » français du Programme PARC

Lancé en mai 2022 en France et pour 7 ans, le *Partenariat Européen pour l'Évaluation des Risques liés aux substances Chimiques (PARC)* a pour ambition de concevoir une évaluation des risques des substances chimiques de nouvelle génération afin de mieux protéger la santé et l'environnement.

[Pour aller plus loin](#)



France Chimie répond à la consultation sur la SNPE 2

France Chimie, Phyteis et FHER ont participé au Comité de Suivi de la 2nde Stratégie Nationale consultation publique relative à la Stratégie Nationale sur les Perturbateurs Endocriniens (SNPE 2). Ces fédérations ont répondu à la consultation lancée le 14/10/2022 sur le bilan, la gouvernance et les moyens et des perspectives : le détail est disponible sur [ce lien](#).

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

sgiami@francechimie.fr

La recommandation R513 sur les locaux réfrigérés et la prévention du risque d'enfermement a été adoptée

A la suite de l'avis favorable donné en commission de coordination, la recommandation R513 a été adoptée, le 5 octobre dernier, par le Comité Technique National de la branche « Chimie, Caoutchouc et Plasturgie » (CTN E) par 14 voix « Pour » et 2 « Abstention ». Elle est applicable aux entreprises de la branche à une date qui reste à préciser.

[Pour aller plus loin](#)

Loi santé : deux décrets d'application ont été publiés

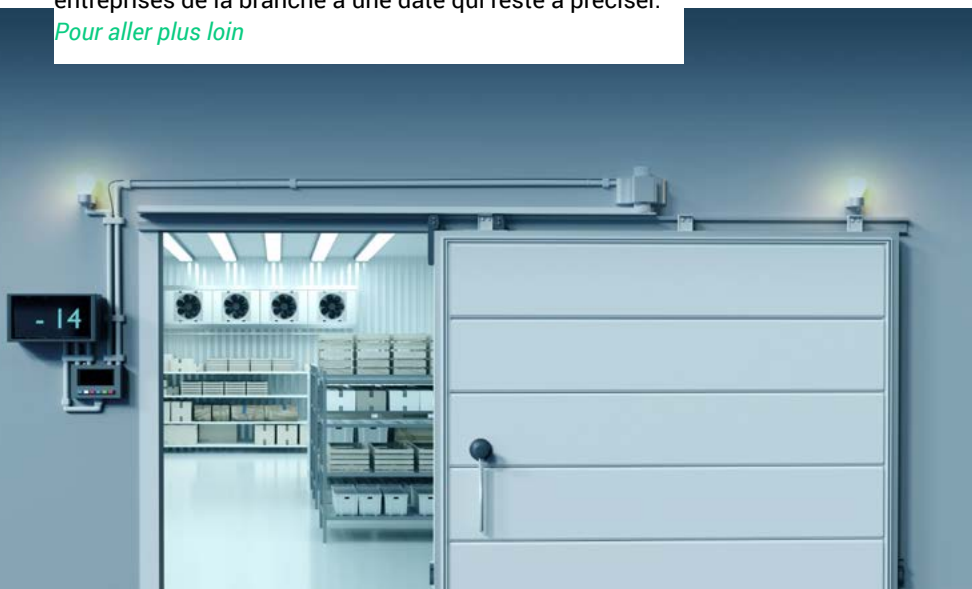
Ces textes précisent de nombreuses dispositions relatives au dossier médical en santé au travail (DMST), ainsi que des mesures relatives aux services de prévention et de santé au travail (SPST). Ils sont en vigueur depuis le 17 novembre 2022.

[Pour aller plus loin](#)

Loi santé : listes des textes d'application publiés et attendus (à fin novembre 2022)

La liste des textes publiés et attendus est mise à jour.

[Pour aller plus loin](#)



ÉNERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

slenet@francechimie.fr

Décarbonation des 50 sites industriels les plus émetteurs en France

Le Président de la République a reçu à l'Élysée, le mardi 8 novembre, les dirigeants des 50 sites industriels en France les plus émetteurs de gaz à effet de serre pour accélérer leur décarbonation.

[Pour aller plus loin](#)

Un risque de délestage des consommations d'électricité cet hiver

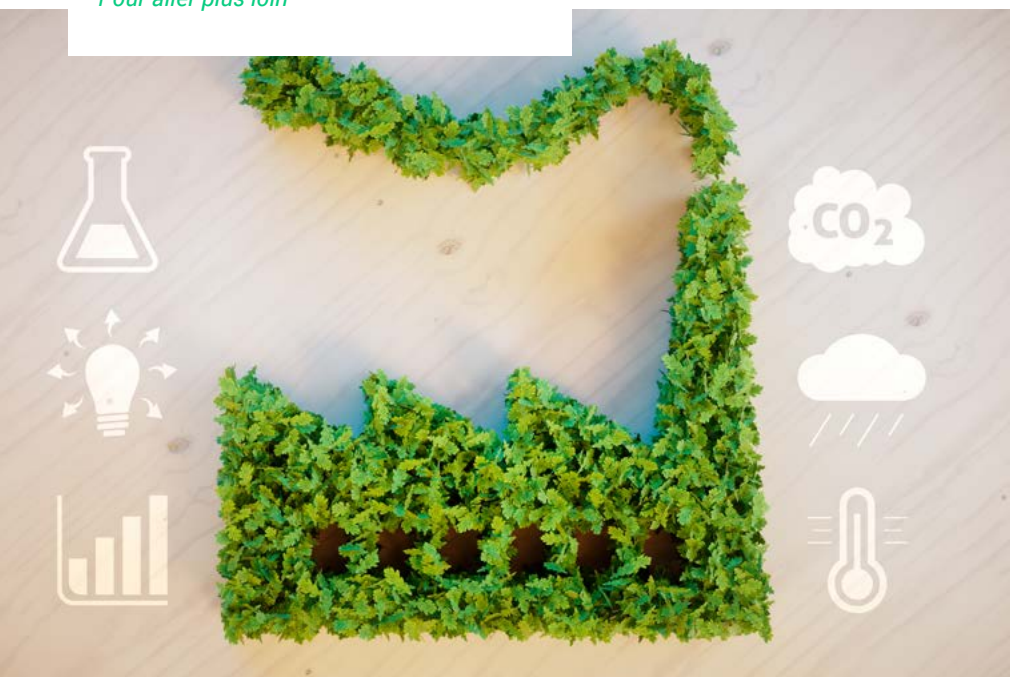
En raison d'un déficit de production d'électricité nucléaire, le risque de recours au délestage électrique est particulièrement élevé cet hiver, ce qui pourrait perturber la production des sites de la Chimie en France.

[Pour en savoir plus](#)

Aides aux entreprises impactées par la crise énergétique

Les aides publiques aux entreprises grandes consommatrices d'énergie sont renforcées, simplifiées et prolongées jusqu'au 31 décembre 2023.

[Pour aller plus loin](#)



COP 27 : résultats des négociations internationales sur le changement climatique

La **COP27** qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, en Égypte, du 6 au 18 novembre 2022, a débouché sur un accroissement du soutien financier aux pays vulnérables au changement climatique. En revanche, les mesures d'atténuation, au travers de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, n'ont pas fait l'objet d'avancées significatives.



L'acte délégué de la CLP sera présenté au Parlement et au Conseil le 19 décembre

L'acte délégué introduisant de nouvelles classes de danger, sera adopté par la Commission le 19 décembre 2022 et transmis au Parlement et au Conseil dans la foulée. Les deux institutions européennes auront deux mois pour étudier le texte et y apposer leur veto, au besoin. Il est très improbable que les deux institutions exercent ce droit et de ce fait, le texte devrait être publié au JO en Q1 2023.

[Pour aller plus loin](#)

ECHA annonce des contrôles renforcés pour les produits chimiques importés

Le prochain plan, de mise en œuvre de REACH sur la période 2023 à 2025, se focalisera sur un examen approfondi de la façon dont les entreprises remplissent leurs obligations d'enregistrement, d'autorisation et de restriction pour tous produits chimiques importés sur le marché européen. Cette initiative fait suite au constat alarmant d'un important niveau de non-conformité de ces marchandises.

[Pour aller plus loin](#)

La classification harmonisée du TiO₂ est annulée par la Cour européenne de justice

Le 23 novembre 2022, le Tribunal a annulé le règlement délégué de la Commission de 2019 en ce qu'il concerne la classification et l'étiquetage harmonisés du dioxyde de titane en tant que substance cancérogène par inhalation sous certaines formes de poudre. La décision est à effet immédiat. Voir [communiqué de presse](#) et [jugement](#) de la Cour de Justice.

[Pour aller plus loin](#)

Une nouvelle version d'IUCLID sera publiée fin avril 2023

ECHA va adapter son outil IUCLID à la suite des modifications apportées aux annexes de REACH. Cette version, prévue pour le 29 avril 2023, contiendra à la fois des nouveaux formats d'apport de données et des nouvelles règles de « completeness check ». Des manuels de préparation des dossiers IUCLID et d'autres supports seront mis à jour par l'ECHA.



RESPONSIBLE CARE & RSE

mzimmer@francechimie.fr



Taxonomie : 4 objectifs environnementaux « Taxo 4 » reportés à 2023

Les critères du règlement Taxonomy sur les 4 objectifs environnementaux « Taxo 4 » (biodiversité, eau, pollution, économie circulaire) devaient être publiés en 2023 par la Plateforme Finance Durable.

[Pour aller plus loin](#)

CSRD : les projets de standards de l'EFRAG sont publiés

Le projet de directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) avance à grands pas avec le vote du texte par le Parlement européen le 9 novembre et la publication des projets de standards par l'EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group) le 15 novembre.

[Pour aller plus loin](#)

France Chimie adhère au Pacte Mondial des Nations Unies

France Chimie s'engage dans le Pacte Mondial des Nations Unies, fondé sur 10 principes phares en termes de droits humains, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

[Pour aller plus loin](#)



DROITS DE L'HOMME



NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL



ENVIRONNEMENT



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

INTÉGRER LES VALEURS ET LES DIX PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES DANS NOTRE STRATÉGIE D'ENTREPRISE, NOS ACTIVITÉS QUOTIDIENNES ET NOTRE CULTURE D'ENTREPRISE

DÉCRYPTAGE : Webconférence « enjeux du changement climatique sur les risques industriels »

France Chimie a organisé une webconférence avec le BARPI, en partenariat avec L'UFIP EM et GESIP sur le thème des « enjeux du changement climatique sur les risques industriels » le 25 novembre dernier. Près de 80 exploitants ont participé aux débats qui ont permis en particulier le partage de bonnes pratiques sur ce sujet dont les enjeux ne sont plus à démontrer.

par **Gaëlle Dussin**, Experte Sécurité Industrielle chez France Chimie gdussin@francechimie.fr

DÉCRYPTAGE

La Webconférence « enjeux du changement climatique sur les risques industriels » du 25 novembre dernier avait pour objet de faire un focus sur les impacts des inondations sur nos installations.

Retour sur les temps forts de la journée

Le SRNH (Service des Risques Naturels et Hydrauliques) a rappelé le contenu des règlements sur les PPRI (Plan de Prévention des Risques Inondation) et les PPRL (Plan de Prévention des risques littoral) : règlements qui visent à interdire les nouvelles constructions dans les zones les plus à risque ou à les autoriser avec des prescriptions dans les zones de risque moindre. Le règlement PPRI ou PPRL est arrêté par le préfet et annexé au PLU (Plan Local d'Urbanisme) : il s'impose au PLU et aux autorisations de construire en tant que servitude d'utilité publique.

Le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels) a dressé un panorama général sur les risques naturels et partagé ses recommandations sur la gestion du risque inondation :

Une fois le risque inondation identifié il faut anticiper les difficultés pouvant être rencontrées tels que : l'impact de l'eau, la coupure des utilités, la communication interne et externe, l'accessibilité du site, la présence d'objets pouvant être à l'origine d'embâcles, l'infiltration des eaux de surface, les remontées d'eaux par les réseaux, ou encore les installations annexes au process rendues inopérantes.

Les moyens de mitigation sont à adapter à l'évènement : il faut soit résister en empêchant l'eau de pénétrer sur le site, ou gérer l'assaut de l'eau en prenant des dispositions pour limiter l'endommagement

La Formation et sensibilisation du personnel sont indispensables, et la mise en place d'une fiche réflexe inondation est clef avec la gestion de la reprise d'activité.

A noter l'existence d'une fiche pratique du BARPI sur les risques liés aux inondations.

Le BARPI a également mis en garde sur les risques liés aux vents forts dans le sens où certaines dispositions constructives sont anciennes et que les installations vieillissent.

Le SCHAPI (Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations) a présenté les outils pratiques d'alerte dont l'application VIGICRUE qui permet de recevoir des notifications directement sur son téléphone.

L'AFPCNT (Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques) a présenté ses travaux en matière d'acculturation aux risques et ceux menés dans le cadre de l'action MIIAM (Mission Interrégionale pour prévenir le risque Inondation dans l'Arc Méditerranéen) avec en particulier la production d'une fiche réflexe plan

d'urgence Tsunami inspirée pour partie de la circulaire France Chimie T619 de 2016 « Gestion de l'aléa inondation vis-à-vis des risques technologiques et environnementaux ».

Les industriels ont partagé leurs retours d'expérience sur la base d'études concrètes qui ont donné lieu pour l'un d'entre eux à : la rehausse des murets de protection des éléments sensibles au-dessus de la cote de seuil, la gestion des objets pouvant flotter et créer un risque vis-à-vis des installations sensibles, l'élimination des objets « inutiles » dans les zones à risques, l'étude de moyens d'immobilisation des objets susceptibles de flotter.

Une Fiche Réflexe « Inondation » a été éditée avec des actions de mise en zone non inondable d'objets pouvant flotter (poubelles, voitures, etc...) ; en cohérence avec les niveaux d'alerte déterminés sur les déviations et fermetures de voies.

Les futurs projets du site seront directement impactés par la prise en compte des conditions définies dans le règlement du PPRI.

Pour prendre en compte le risque tsunami un industriel prévoit une procédure alerte gaz et une gestion des réseaux d'eau avec la mise en place d'une procédure eau de mer en délestage et une mise du réseau incendie sur l'eau procédé.

Un exploitant a quant à lui défini des actions selon un planning structuré pour assurer la mise en sécurité :

- > Déplacement des personnes vers secteur sain et évacuation des personnes non nécessaires à la mise en sécurité
- > Déplacement des matériels sensibles sur le site, arrimage des matériels, évacuation des camions
- > Arrêt des transferts sur site et des approvisionnements

Mise en place de potentielles protections et barrières

- > Mise en sécurité des unités (vidange de cuves, remplissage de bac si requis, vidange des hold-ups, dépressurisation...)
- > Evacuation des personnes non nécessaires à la surveillance du site
- > Surveillance du site

Au-delà des risques industriels induits par les changements climatiques, deux exploitants ont croisé leurs approches sur les autres risques à appréhender dans le cadre d'un plan général d'adaptation.

Les changements climatiques seront graduels ou extrêmes selon les régions, les saisons.

Il pourra y avoir des impacts par exemple sur :

- > La santé : températures extrêmes, sanitaire (ex : prolifération de moustiques à la suite d'une inondation), éco-anxiété des salariés ;
- > L'environnement : impacts sur la biodiversité et les ressources.

« Le partage mutuel de la veille et de bonnes pratiques pourrait nous permettre de mieux nous adapter. Ce réseau pourrait également s'étendre aux autres risques climatiques comme les risques de transition. La transformation profonde du monde industriel est nécessaire pour affronter les impacts à venir du climat mais également les impacts générés sur ce dernier. Les risques physiques climatiques doivent être traités autant sur les conséquences que sur les événements initiateurs ».

France Chimie a conclu la journée en précisant que nous adapter aux enjeux du changement climatique pour nos activités est un processus certes long, complexe, multi factoriels et évolutif mais incontournable pour la pérennité de nos activités.

Il est important d'affecter dès à présent des ressources humaines et financières et mener des études spécifiques pour identifier :

- > La sensibilité aux agressions climatiques,
- > Les enjeux des processus,
- > La capacité d'adaptation => mettre en place de contre-mesures.

Une circulaire technique (recensant tous les sites et documents utiles) sera rédigée sur le thème général « enjeux des changements climatiques sur nos activités » courant 2023.

Force est de constater que ce sujet s'inscrit sur la durée et un colloque complémentaire sera organisé prochainement.

Arc Méditerranéen
Plan d'urgence TSUNAMI
Exemple de fiche réflexe

Cet exemple de fiche réflexe est à adapter localement et à intégrer au plan d'urgence interne du site soumis à un risque tsunami sur l'Arc Méditerranéen.

Le saviez-vous ?
Le littoral de l'Arc Méditerranéen peut être confronté à des tsunamis provoqués par des séismes majeurs survenus au large des côtes françaises, italiennes et du Maghreb. Les plages, les ports et les zones urbanisées et industrielles les plus proches de la mer peuvent alors être impactés.

Les tsunamis pouvant survenir en Méditerranée sont de faible amplitude par rapport aux tsunamis observés au niveau international, notamment dans le Pacifique.

Signes précurseurs caractéristiques d'un tsunami :
Vous percevez un ou plusieurs des signes suivants :
- Une secousse puissante ou prolongée
- Une évolution anormale et rapide du niveau de la mer
- Un bruit sourd et inhabituel
Évacuez rapidement les bords de mer sans attendre la diffusion d'une alerte officielle !

Vigicrues
Soyez informé des risques de crues

Choisissez vos secteurs favoris

Créer un compte
Recevez des notifications en temps-réel



AGENDA 2023

JANVIER

24 janvier : *CNEEIC - Dossier de réexamen IED et Bref WGC*

26 janvier : *CNEEIC - Déchets vs produits – économie circulaire et sortie de statut de déchet*

JUIN

16 juin : *CNEEIC - AM du 2-2-98 : nouveautés et surveillance*

27 juin : *CNEEIC - Plastiques : perte de granulés*

Retrouvez
notre veille
réglementaire
mise à jour
chaque **1^{er}** et **16**
du mois

Sept entreprises de la Chimie récompensées pour leurs initiatives en matière de RSE

Les Trophées Responsible Care ont pour objectif de faire connaître, partager et valoriser les bonnes pratiques du secteur en matière de RSE en récompensant des actions innovantes de PME, ETI ou grands groupes de la Chimie.

Découvrez «Solution[s] : les entreprises de la Chimie agissent», une *série de vidéos* qui présente les projets récompensés cette année.

A télécharger : *DOSSIER DE PRESSE RESPONSIBLE CARE 2022*



www.francechimie.fr / [@francechimie](https://twitter.com/francechimie)

#GracealaChimie

